

DIRECTION
de la
COMPTABILITÉ PUBLIQUE

BUREAU C 3

Numéros dans les séries spéciales :
145 TM

Cette instruction a été modifiée par les instructions suivantes :

n° du
n° du
n° du
n° du

Cette instruction a été abrogée par l'instruction

n° du

RÉMUNÉRATION DES AGENTS CHARGÉS DES ENQUÊTES STATISTIQUES AGRICOLES ANNUELLES

DOCUMENT A ANNOTER : NÉANT

L'attention des comptables est appelée sur le décret n° 58-667 du 2 août 1958 (*Journal Officiel* du 3 août, page 7305) fixant les modalités de réalisation des enquêtes agricoles annuelles.

L'article 5 de ce texte fixe les conditions de rémunération et d'indemnisation des contrôleurs et aides-contrôleurs, chargés des contrôles de surface.

L'article 4, relatif au rôle des enquêteurs et des moniteurs chargés, les premiers de l'établissement des carnets d'exploitation, les seconds de la surveillance et de la vérification du travail des enquêteurs, indique que ces deux catégories d'agents seront rémunérées dans des conditions fixées chaque année par arrêté conjoint du Ministre de l'Agriculture et du Secrétaire d'Etat au Budget. A cet effet, l'arrêté du 18 août 1958, publié au *Journal Officiel* du 4 septembre, page 8276, fixe les conditions de rémunération des agents ayant participé aux enquêtes statistiques agricoles annuelles auprès des exploitants agricoles en 1957 et 1958.

Les comptables voudront bien se reporter aux dispositions contenues dans les textes susvisés, reproduits respectivement en annexes n° 1 et n° 2 à la présente instruction et en assurer l'application en ce qui les concerne.

Il est souligné que les majorations d'indemnité prévues aux articles 3 et 5 de l'arrêté du 18 août 1958, tant pour les enquêteurs que pour les moniteurs, ne pourront être attribuées qu'après autorisation du Directeur des Études et du Plan au Ministère de l'Agriculture. Ces mêmes articles précisent en outre que le montant total de ces indemnités supplémentaires ne pourra excéder, pour l'ensemble des départements, 10 % du montant total des indemnités principales. Le rôle des comptables se bornera, sur ce point particulier, à s'assurer que les autorisations prévues ci-dessus ont bien été délivrées.

Pour le Directeur de la Comptabilité Publique :

Le Sous-Directeur,
MALEPRADE.

DESTINATAIRES POUR APPLICATION :

RGS | PGS | TPG

**DÉCRET N° 58-667 DU 2 AOUT 1958 FIXANT LES MODALITÉS
DE RÉALISATION DES ENQUÊTES AGRICOLES ANNUELLES**

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL DES MINISTRES,

Sur le rapport du Ministre d'État, du Ministre de l'Intérieur, du Ministre de l'Agriculture et du
Ministre des Finances et des Affaires économiques,

Vu la loi du 7 juin 1951 sur l'obligation, la coordination et le secret en matière de statistique ;

Vu l'ordonnance du 6 janvier 1945 portant réforme des traitements des fonctionnaires de l'État
et aménagement des pensions civiles et militaires ;

Vu les décrets n° 52-1059 du 15 septembre 1952 et n° 54-204 du 20 février 1954 portant appli-
cation de la loi du 7 juin 1951 susvisée ;

Vu le décret n° 57-178 du 15 février 1957 portant réorganisation de la statistique agricole ;

Vu les décrets n° 53-511 du 21 mai 1953 et n° 56-581 du 15 juin 1956 relatifs aux modalités de
remboursement des frais engagés par les personnels civils de l'État à l'occasion de leurs dépla-
cements ;

Le Conseil des Ministres entendu,

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — En vue de suivre l'évolution de l'agriculture, une enquête agricole est effec-
tuée chaque année.

Cette enquête comprend :

- a) L'établissement de « carnets d'exploitation » dans des exploitations constituant un échantillon
représentatif de l'ensemble des exploitations ;
- b) Des contrôles de surface, sur le terrain, dans un certain nombre de zones dont l'ensemble
constituera un échantillon représentatif de l'ensemble du territoire, les contrôleurs devant noter
sur place la nature des cultures de chaque parcelle cadastrale ;
- c) La tenue à jour de la liste des exploitations agricoles avec indication de leurs surfaces par les
commissions communales de statistique.

Pour tenir compte des progrès de la technique statistique, d'autres méthodes d'enquête pourront
être utilisées à condition d'avoir été examinées auparavant par la commission consultative de statistique
agricole créée par le décret n° 57-178 du 15 février 1957.

ART. 2. — Des enquêtes spéciales, à caractère périodique ou non, pourront être effectuées sous
la réserve d'avoir été examinées auparavant par la commission consultative de statistique agricole
(décret n° 57-178 du 15 février 1957) et de figurer sur l'arrêté fixant le programme des enquêtes agricoles
annuelles, publié par l'Institut national de la statistique et des études économiques.

ART. 3. — Pour réaliser les enquêtes visées à l'article premier et à l'article 2, *les ingénieurs en chef,
directeurs des services agricoles* sont autorisés à recruter du personnel dans la limite des crédits qui leur
seront affectés à cet effet.

ART. 4. — Pour l'établissement des carnets visés au paragraphe a et au paragraphe c de l'article pre-
mier, il pourra être fait appel à des enquêteurs et à des moniteurs qui seront rémunérés dans des condi-
tions fixées chaque année par arrêté conjoint du Ministre de l'Agriculture et du Secrétaire d'État au
budget, les enquêteurs étant chargés, en collaboration avec les exploitants, de l'établissement de carnets

d'exploitation, les moniteurs étant chargés de surveiller et de vérifier le travail des enquêteurs. Sauf dérogations accordées par le directeur des études et du plan, un moniteur devra exercer son contrôle sur un minimum de 20 communes.

ART. 5. — Pour les contrôles de surface visés au paragraphe *b* de l'article premier, il pourra être fait appel à des contrôleurs et à des aides-contrôleurs qui seront rémunérés et indemnisés de leurs frais de déplacement dans les conditions suivantes :

1^o Fonctionnaires appartenant au service de la *direction des services agricoles* : frais de transport et, éventuellement, frais de tournée du groupe dans lequel ils sont normalement placés ;

2^o Non fonctionnaires :

Contrôleurs de surface : 1/300 du salaire annuel d'un agent contractuel de l'État occupant un emploi affecté de l'indice net 218 pour chaque journée de travail et remboursement des frais de transport dans les conditions prévues pour les agents de l'État classés dans le groupe III.

Aides-contrôleurs de surface : 1/300 du salaire annuel d'un agent contractuel de l'État occupant un emploi affecté de l'indice net 185 pour chaque journée de travail et remboursement des frais de transport dans les conditions prévues pour les agents de l'État classés en groupe IV ;

3^o Fonctionnaires ne relevant pas des directions des services agricoles : moitié de l'indemnité prévue ci-dessus pour les non-fonctionnaires pour chaque journée de travail avec remboursement des frais de transport et éventuellement des indemnités de tournées prévues pour le groupe dans lequel ils sont normalement classés.

ART. 6. — Le décret n^o 53-1356 du 30 décembre 1953 est abrogé.

ART. 7. — Le Ministre d'État, le Ministre de l'Intérieur, le Ministre de l'Agriculture et le Ministre des Finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal Officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 2 août 1958.

C. de GAULLE.

Par le Président du Conseil des Ministres :

Le Ministre de l'Agriculture,
Roger HOUDET.

Le Ministre d'État,
Guy MOLLET.

Le Ministre de l'Intérieur,
Émile PELLETIER.

Le Ministre des Finances et des Affaires économiques,
Antoine PINAY.

ANNEXE N° 2
à l'Instruction n° 58-168-B 1
du 8 septembre 1958

**CONDITIONS DE RÉMUNÉRATION DES AGENTS AYANT PARTICIPÉ
AUX ENQUÊTES STATISTIQUES AGRICOLES ANNUELLES
AUPRÈS DES EXPLOITANTS AGRICOLES EN 1957 ET 1958**

**LE MINISTRE DE L'AGRICULTURE ET LE MINISTRE DES FINANCES
ET DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES**

Vu le décret du 27 août 1902 ;

Vu le décret n° 54-874 du 2 septembre 1954 relatif au recensement général agricole ;

Vu le décret n° 57-178 du 15 février 1957 portant réorganisation de la statistique agricole ;

Vu le décret n° 58-667 du 2 août 1958 fixant les modalités de réalisation des enquêtes agricoles annuelles.

ARRÊTENT :

ARTICLE PREMIER. — Les agents chargés en 1957 et 1958 de procéder aux enquêtes statistiques agricoles annuelles auprès des exploitants agricoles seront rémunérés dans les conditions précisées par le présent arrêté.

ART. 2. — Les « enquêteurs » prévus à l'article 4 du décret n° 58-667 du 2 août 1958 fixant les modalités de réalisation des enquêtes agricoles annuelles recevront une rémunération forfaitaire de 2.000 F par carnet tenu.

ART. 3. — L'indemnité de 2.000 francs prévue à l'article 2 du présent arrêté pourra subir une majoration d'un montant maximum de 1.000 francs dans le cas où l'établissement du carnet d'exploitation comporterait des difficultés exceptionnelles ; toutefois, ces indemnités ne pourront être délivrées qu'après autorisation du directeur des études et du plan au Ministère de l'Agriculture.

Le montant total de ces indemnités supplémentaires ne pourra excéder, pour l'ensemble des départements, 10 % du montant total des indemnités prévues à l'article 2.

ART. 4. — Les « moniteurs » prévus à l'article 4 du décret visé à l'article 2 recevront une rémunération forfaitaire de 400 francs par carnet vérifié.

ART. 5. — L'indemnité de 400 francs prévue à l'article 4 du présent arrêté pourra subir une majoration d'un montant maximum de 500 francs dans le cas où la vérification du carnet d'exploitation comporterait des difficultés exceptionnelles ; toutefois, ces indemnités ne pourront être délivrées qu'après autorisation du Directeur des Études et du Plan au Ministère de l'Agriculture.

Le montant total de ces indemnités supplémentaires ne pourra excéder, pour l'ensemble des départements, 10 % du montant total des indemnités prévues à l'article 4.

ART. 6. — Dans le cas où, en l'absence d'enquêteurs, les moniteurs établiraient eux-mêmes les carnets d'exploitation, ils recevront, à ce titre, les indemnités prévues pour les enquêteurs à l'article 2 du présent arrêté et pourront éventuellement bénéficier des majorations prévues à l'article 3.

ART. 7. — Les rémunérations calculées en application des articles 2, 3, 4, 5 et 6 du présent arrêté sont exclusives de toute indemnité particulière représentative de remboursement des frais de déplacement, et éventuellement de séjour.

ART. 8. — Le Directeur des Études et du Plan au Ministère de l'Agriculture et le Directeur du Budget et Ministère des Finances et des Affaires Économiques sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Paris, le 18 août 1958.

Le Ministre des Finances et des Affaires économiques,

Pour le Ministre et par délégation :

Le Directeur du Budget,

Gilbert DEVAUX.

Le Ministre de l'Agriculture,

Pour le Ministre et par délégation :

Le Chef de Cabinet,

Jean ROUGÉ.

=====

DIFFUSION
a